

ARRÊTER LA « TRANSITION ENERGETIQUE¹ »

Rémy Prud'homme

Février 2017

Tous les politiciens qui promettent de « réduire la dépense publique » ont bien du mal à désigner les secteurs voués à leurs ciseaux. La transition énergétique en est un, où l'on peut très facilement économiser quelques 30 milliards d'euros par an sans affecter le moins du monde les biens et services offerts aux Français.

Concrètement, la transition énergétique consiste à diminuer d'un tiers l'électricité d'origine nucléaire d'ici à 2025, c'est-à-dire à fermer une vingtaine de réacteurs (soit environ 10 Fessenheim), et à augmenter à due concurrence l'électricité éolienne et solaire. La demande d'électricité en France stagne, et tout suggère qu'elle va continuer à stagner. Plus de renouvelables signifie donc moins de nucléaire, et réciproquement. Le tableau 1 présente les ordres de grandeur en jeu.

Tableau 1 – Mélange électrique en 2025, avec et sans transition énergétique

	Sans	Avec
Electricité nucléaire	77%	50%
Electricité éolienne et solaire	5%	32%
Electricité autres sources	18%	18%
Total	100%	100%

Source : Ministère de l'Ecologie. 2016. *Bilan énergétique de la France 2015*. p. 47 pour la situation en 2015, reconduite pour 2025 en l'absence de « transition ».

La colonne « sans » figure la situation en 2015. Eolien et solaire assurent 5% de la production d'électricité (3,7% pour l'éolien, 1,3% pour le solaire). Le nucléaire produit 77%. Les autres sources (18%) sont principalement l'hydraulique (11%) et les centrales thermiques au gaz et au charbon (7%). Sans transition énergétique, nous en resterions là en 2025. Avec transition, la part du nucléaire sera réduite à 50% ; celle des « autres sources » restera inchangée ; et celle de l'éolien et du solaire s'élèvera en conséquence à 32%, soit une multiplication par six de la production actuelle. Une telle évolution entraînera un quintuple désastre.

¹ Publié dans *Commentaire*, N° 157/Printemps 2017, pp. 75-76

Un désastre économique d'abord. La parc éolien et solaire actuel a coûté en investissements environ 50 milliards d'euros à la France. Sa multiplication par six coûterait 250 milliards de plus. Un peu moins sans doute parce que les coûts des turbines éoliennes et des panneaux photovoltaïques diminuent (même si les coûts indirects augmentent avec leur taux de pénétration). Disons 200 milliards de plus, soit 30 milliards par an (un peu plus que les 24 milliards d'impôts payés par l'Allemagne pour un taux de renouvelable bien moindre). C'est quatre fois ce que l'on dépense annuellement pour la justice, deux ou trois fois ce que l'on consacre à l'enseignement supérieur.

Les lobbies éolien et solaire répètent que le coût de l'électricité renouvelable se rapproche maintenant du coût de l'électricité nucléaire (ce qui ne les empêche pas d'exiger la continuation des subventions dont ils bénéficient). Mais dans la France d'aujourd'hui, qui dispose d'un parc nucléaire amorti et en état de marche, il ne s'agit pas de comparer le coût complet de l'éolien neuf avec celui du nucléaire neuf, mais bien le coût complet de l'éolien neuf avec le coût de fonctionnement du nucléaire déjà en place. La transition ne vise pas à choisir entre nucléaire et renouvelable, mais à remplacer l'un par l'autre, ce qui est complètement différent.

Un désastre social ensuite. L'impact sur les prix de l'électricité serait considérable. Actuellement, en Europe, le prix de l'électricité est une fonction directe de la part des renouvelables intermittents dans le mélange électrique. Peu d'éolien et de solaire : des prix bas. Beaucoup d'éolien et de solaire : des prix très élevés. Les champions des renouvelables que sont le Danemark (50%) et l'Allemagne (20%) vendent l'électricité deux fois plus cher qu'en France (5%). Les 32% de la transition énergétique impliquent au moins un triplement des prix. Il faudra bien financer les 200 milliards de dépense supplémentaire. L'impôt sur l'électricité nécessaire à cet effet est un impôt fortement régressif, parce que les pauvres consacrent à l'électricité une part de leur revenu bien plus grande que les riches.

Un désastre électrique surtout. Eolien et solaire sont intermittents. Ils ne fonctionnent que lorsque le vent souffle (23% du temps) ou que le soleil brille (14% du temps). Pas toujours au moment où l'on en a besoin. Chacun comprend qu'aux pointes de demande, qui ont très généralement lieu les soirs d'hiver, le soleil n'est jamais au rendez-vous. Parce qu'ils ne sont pas également mobilisables, les 27% d'électricité renouvelable en plus

ne valent pas les 27% d'électricité nucléaire en moins. Comme on ne sait pas (actuellement) stocker l'électricité, un large recours au solaire et à l'éolien est l'épée de Damoclès d'une dramatique panne généralisée. Un pourcentage d'électricité intermittente aussi élevé n'existe d'ailleurs nulle part au monde (sauf au Danemark, où il est adossé à l'abondante électricité hydraulique et nucléaire de la Norvège et de la Suède).

Un désastre environnemental aussi. Les éoliennes ont maintenant des mâts de 100 mètres de haut, équipés de pales de 50 mètres. Il n'y a en France que dix cathédrales de plus de 100 mètres de haut (Notre-Dame de Paris culmine à 96 mètres). On compte déjà 10.000 éoliennes. Au cours des dix dernières années, elles ont marqué les paysages de France plus que tous les édifices construits au cours des dix siècles précédents. La multiplication des éoliennes par six d'ici 2025 paraît à beaucoup proprement effrayante.

Un désastre industriel enfin. En matière industrielle, la France est un géant nucléaire et un nain éolien-solaire. Nous avons déjà de la peine à exporter notre considérable savoir-faire nucléaire. La transition énergétique revient à faire une croix sur ce secteur. Qui donc achètera des centrales à un pays qui ferme les siennes, et qui s'en flatte ? Croire que nous pourrions compenser dans le développement des industries des turbines éoliennes et des panneaux photovoltaïque (industries peu sophistiquées d'ailleurs) est une chimère. Alstom et Areva s'y sont essayé : échec complet (et coûteux). Loin d'être exportateurs, nous sommes importateurs, et nous le resterons.

Ces désastres sont-ils au moins le prix à payer pour « sauver la planète », et réduire les rejets de CO2 ? Nullement. La transition substitue de l'électricité (renouvelable) décarbonnée à de l'électricité (nucléaire) également décarbonnée. Les rejets de CO2 de l'électricité française, qui sont heureusement les plus faibles d'Europe, ne diminueront pas d'un kilogramme. Un moratoire sur la transition énergétique pour les cinq années à venir ferait sans doute de la peine à certains idéologues mal informés, mais il épargnerait ces cinq désastres à la France.